

DISCOURS DE FRANCOIS FILLON LE 9 AVRIL A PARIS PORTE DE VERSAILLES

9 avril 2017

Mes chers amis,

Voici donc le grand, le beau peuple de France !

Il y a un mois, on vous croyait à genoux, mais non, dans la bourrasque et le soleil, une foule immense se tenait debout au Trocadéro.

Les coups redoublèrent alors d'intensité : « marchez à l'ombre », vous disait-on ! On vous croyait assommés, mais non, partout en province, les salles étaient pleines, traversées de fierté et de flamme.

Et voici ce printemps du 9 avril, voilà Paris, voilà la France, voilà la force d'un peuple qui se dresse pour exiger le respect, et mieux que cela, qui se dresse pour conquérir sa victoire.

Vous êtes un grand peuple : être parmi vous est un privilège ; être votre candidat est un honneur ; être votre président serait pour moi une mission sacrée qui commanderait tous les services, tous les sacrifices, tous les actes nécessaires à l'intérêt de la France.

Vous êtes là, si nombreux, parce que vous êtes le peuple libre et souverain, parce que vous refusez que l'on vous vole cette élection, parce que ce choix si fondamental, personne ne peut s'arroger le droit de l'exercer à votre place.

A Nantes, Quimper, Toulon, Ajaccio, Provins, Clermont-Ferrand, j'ai entendu cette foule qui veut en finir avec l'échec, je sens cette force qui va et qui s'accroît, qui monte en puissance et qui n'attend que de stupéfier les prétendus faiseurs d'opinion par sa détermination.

Vous êtes là, si nombreux, parce que vous voulez l'alternance.

J'ai vu qu'Emmanuel Macron se présentait comme le candidat de « l'alternance profonde ». Voilà bien une pensée de sous-marin.

Les quelques ralliés hétéroclites en seront les dupes, quand l'équipage socialiste refera surface.

Et la France sera la grande perdante. Encore 5 ans de demi-mesures. Encore 5 ans d'occasions manquées. 5 ans passés à chercher des majorités éphémères qui s'effondreront devant la moindre décision importante. 5 ans en marche arrière !

La France d'Emmanuel Macron, c'est la France de maintenant.

L'alternance, c'est nous !

Mais l'alternance n'est pas un but en soi.

Nous voulons la victoire, pour en finir avec le désenchantement, avec l'inefficacité ; pour en finir avec le déni de réalité qui caractérise nos adversaires ; pour en finir avec la dette immense qui écrasera nos enfants, avec un coût du travail qui les conduit au chômage, avec une éducation à la dérive, avec une jeunesse au désespoir.

Qu'est-ce que j'appelle « en finir » ?

Eh bien, ça n'est pas revenir à notre passé, c'est aller de l'avant !

Vers ce monde où de grands bouleversements sont à l'œuvre.

C'est le monde du numérique, des grandes découvertes, du renouvellement du travail.

Nous avons toujours été aux rendez-vous de l'histoire : la découverte du nouveau monde, la vapeur et l'électricité, l'atome, le nucléaire civil, internet, et les plus grandes découvertes de la médecine.

Nous sommes le pays des prix Nobel et des médailles Field, le pays des satellites et de la chirurgie cardiaque, le pays de Saint-Gobain, de Michelin, de tant d'autres réussites mondiales.

Le monde nous connaît par la puissance de notre esprit, la grandeur de nos réalisations, une littérature incomparable.

Nous avons triomphé des guerres, des défaites, des occupations.

Nous sommes toujours là, toujours debout, ayant gagné et perdu des empires, et parmi les cinq premières nations du monde depuis plus de mille ans.

Et l'on voudrait nous faire croire que notre place est au bord du chemin, à regarder mélancoliques les réussites des autres ?

Jamais ! Jamais ! C'est ce que vous êtes venus dire par votre présence.

Avec vous, je ne cours pas pour le pouvoir mais pour le pouvoir de redresser la France ; le pouvoir d'aller conquérir le plein emploi ; le pouvoir de faire de notre pays celui où tous les succès sont possibles, le pays de toutes les audaces, de toutes les chances, le pays fraternel qui ne laisse tomber personne, le pays de toutes les fiertés, celui qui s'affiche comme la première puissance européenne, celui dont la voix est entendue de par le monde.

Pour cela, il faut un cap : j'en ai un !

Il faut un projet : j'en ai un qui est plus précis et puissant que tous les autres !

Il faut une équipe rassemblant les talents et les compétences : je l'ai ! Elle est ici autour de moi.

Il faut une majorité parlementaire cohérente : je l'ai ! Avec l'union de la droite et du centre, je serai le seul à pouvoir agir sans avoir à mitonner des petites cuisines parlementaires aux relents de renoncement et d'impuissance !

Et puis, il ne faut pas raconter d'histoires aux Français.

L'état d'urgence est partout : dans ce fléau du chômage qui nous entraîne au bord de l'explosion sociale, dans nos finances publiques qui font peser sur nous le risque de la faillite, dans l'Union européenne menacée de désintégration, dans cette guerre que le totalitarisme islamique a déclarée aux sociétés libres et en premier lieu à la France et maintenant dans le retour d'une guerre froide entre les deux plus grands arsenaux nucléaires du monde.

Nous allons relever ces défis.

Et pour ce faire, nous allons nous appuyer sur le meilleur moteur de l'action : la fierté française.

Je dénonce cette idéologie du déni de soi, cette haine de nous, de la France. Ce discours pénitentiel qui fait douter les Français d'eux-mêmes, qui les fait douter de l'avenir de leur nation, je n'en veux plus.

Car comment vivre ensemble, avancer ensemble, tous solidaires, si l'âme de la France ne nous reliait pas ?

Peut-on s'intégrer à un pays dont on dit qu'il n'a pas de culture, pas d'identité ? Comment se reconnaître dans une histoire dont on vous dit qu'elle n'a rien produit, sinon des crimes contre l'humanité ?

Ce discours est irresponsable.

Je veux porter la voix de ces millions de Français qui sont fiers de leur pays. Qui veulent former une nation rassemblée. Qui veulent réussir ensemble.

Chez Hamon, Mélenchon, Le Pen, la nation est une réalité hors-sol, qui vit en autarcie avec des règles utopiques.

Chez Emmanuel Macron, le concept national est démodé ; la France de demain, c'est un gigantesque espace de co-working où chacun vaque à ses occupations. L'histoire française est trop étroite. L'identité est un carcan. L'héritage est un frein.

En Marche, c'est l'idéologie du bougisme.

Moi, plutôt que le déni de soi, je propose la connaissance de soi.

Plutôt que la négation des racines, je propose la mémoire partagée !

Plutôt que le marketing du vide : je propose l'appropriation de la culture française.

J'invite les Français à l'aventure la plus passionnante qui nous soit donnée : nous plonger dans notre culture et nos savoirs.

Je les invite à vivre le projet de Charles Péguy, celui d'une culture « incorporée dans chaque citoyen français ».

Le général de Gaulle disait : « au fond des victoires d'Alexandre, on retrouve toujours Aristote ».

Les grands succès sont toujours nourris par une éducation, une mémoire et des valeurs qui guident les peuples.

Les grandes cultures sont d'abord issues du génie des peuples. Elles naissent là où la géographie et l'histoire leur ont permis de prendre racine, et où l'intelligence et la création ont élu leur terre promise.

La culture chinoise n'a rien à voir avec la culture turque ; la française ne ressemble pas à l'indienne, pas plus que l'anglaise à la russe. Chacune est une exception et vient du tréfonds d'un peuple.

La Culture est l'air que nous respirons. Elle est ce que nous sommes.

La Culture française est née de vingt siècles de recherche d'un équilibre singulier entre la passion et la raison, entre les racines et le ciel, entre la différence et l'universalité.

Qu'ont de commun Pascal et Voltaire, Hugo et Claudel, Poussin et Manet, Mansart et le Corbusier ?

Ils ont en partage cette certitude qu'il nous appartient, à nous Français, de parachever le monde en y mettant de la raison, de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Il existe une voix française qui, si elle venait à se taire, ne serait remplacée par aucune autre.

Sa survie nous concerne tous.

Nous devons transmettre la terre de Richelieu, la langue de Victor Hugo, la raison de Montesquieu, la vision de Claude Monet et de tous ceux qui ont vécu, aimé et défendu la vibration française.

Pour certains, la culture française n'existe pas : elle n'est au mieux qu'un rejeton de la culture mondiale. Que font-ils des talents français, de la langue française, du patrimoine français ?

Rien, fini, remplacés par la littérature des gares ; classés dans la catégorie « tourisme » ; remplacés par l'anglais des tours operators.

On connaît la chanson. Notre indépendance, notre esprit frondeur, n'ont jamais été du goût des institutions mondiales.

Pourquoi ?

Parce que dans la tradition de notre pensée, avoir été français, être français et rester français, c'est être utile au monde.

Non, je ne ferai pas comme Emmanuel Macron. Je ne porterai pas en terre le cercueil de la culture française.

Soyons Français et fiers de l'être.

**Je me souviens de cette vieille formule qu'on nous apprenait autrefois, non sans orgueil :
« impossible n'est pas français ».**

Aujourd'hui, il semble que ce soit l'inverse.

En vertu d'on ne sait quelle malédiction, tout ce qui est possible aux autres nations est décrété impossible aux seuls Français, par nos dirigeants socialistes et par les extrêmes.

Diminuer la dette de l'Etat ? Impossible.

Ramener les effectifs de la fonction publique dans des proportions raisonnables, celles qui étaient les nôtres au début des années 2000 ? Impossible.

Travailler jusqu'à 65 ans, ce qui est l'âge moyen du départ à la retraite en Europe ? Impossible.

Etablir des quotas pour l'immigration, comme le fait une grande démocratie telle que le Canada ? Impossible.

Supprimer les 35 heures qu'aucun autre pays au monde n'a jamais instaurées ? Impossible.

Aller vers le plein emploi, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou l'Allemagne ? Impossible.

**Impossible, car François Mitterrand l'avait dit : « contre le chômage, on a tout essayé ».
Impossible, car M. Hollande, quant à lui, a dit plus récemment : « on n'a pas eu de bol ».**

Les autres pays ont eu du bol, mais pas nous !

Bref, nous sommes les seuls pour qui tout est impossible !

Impossible est devenu français, désespérément français.

Et je pourrais continuer longtemps.

Faire exécuter les peines de prison qui sont prononcées ? Impossible.

Notre école dégringole dans les classements internationaux.

En sciences, nous étions en tête il y a vingt ans, maintenant, nous sommes très loin derrière, et ce sont les pays asiatiques qui font la course en tête.

D'année en année, nous avons allégé les programmes et renoncé à toutes les exigences. Bientôt nous enseignerons au bac ce que l'on apprenait autrefois au collège. Pourquoi ?

Mais parce que vous vous rendez compte, apprendre, c'est peut-être possible pour les Coréens, mais pour les Français, c'est impossible...

Changeons de logiciel ! Passons de l'impossible au possible, et faisons ce qui doit être fait.

Mon objectif, ce n'est pas de faire de la France le premier pays au monde à passer aux 32h, ce n'est pas de nous faire descendre directement en deuxième division en fermant les frontières et en revenant au franc, et ce n'est pas de continuer la politique hollandaise de la dérive au fil de l'eau.

Mon objectif c'est de faire de la France la première puissance européenne en dix ans.

C'est-à-dire un pays qui donne du travail à tous ses citoyens.

C'est-à-dire un pays qui puisse orienter l'Europe au lieu de la subir.

Pour cela, nous devons transformer notre système en profondeur.

Pour cela, il faut libérer notre Etat de sa dette publique et il faut libérer notre économie de ses charges et de ses normes.

L'économie est le nerf de la guerre, et un pays économiquement faible ne peut pas être un pays politiquement fort.

Il y a dix ans, je parlais de l'Etat en faillite.

Rien n'a changé.

Chaque année, nous empruntons sur les marchés financiers des sommes colossales pour payer les salaires de nos fonctionnaires, pour financer notre protection sociale et ce qui est plus absurde encore pour rembourser nos dettes antérieures !

Mes adversaires font semblant de l'ignorer ou dédaignent ce problème avec outrage, tel M. Mélenchon qui se rêve en capitaine du cuirassé Potemkine, mais qui négociera la ferraille du Titanic.

Je suis le seul dans cette campagne à vouloir en finir avec le cercle vicieux de la dette publique.

C'est pourtant l'un des plus grands défis que la France ait à relever pour renouer avec la confiance.

Le désendettement est la condition d'un Etat fort, respecté, maître de son destin.

C'est un enjeu politique, parce qu'à travers la dette c'est la souveraineté de la nation qui est en cause.

C'est un enjeu moral, parce que ce fardeau nous le faisons peser sur les générations futures.

C'est un enjeu social, parce que c'est tout notre modèle français de solidarité qui risque d'être un jour ruiné par notre incapacité financière.

Sur l'ensemble du quinquennat, je propose de réduire les effectifs de la fonction publique de 8%.

C'est une nécessité. C'est un objectif raisonnable.

Cela nous replacera dans la moyenne des grands pays qui nous entourent et qui ne sont pas moins bien administrés que nous.

Ceux qui parlent d'austérité ne connaissent pas le sens des mots.

L'austérité, elle viendra le jour où après quelques années de revenu universel et de 32h, nous connaîtrons le destin de la Grèce.

Le jour où nous ne pourrons plus payer nos fonctionnaires.

Le jour où nous ne pourrons plus financer notre protection sociale.

Le jour où nous ne pourrons plus payer les retraites de nos anciens.

Le jour où les conseillers du FMI débarqueront dans nos ministères, prendront les manettes et nous diront froidement quoi faire.

Mon projet est fondé sur le bon sens, il est là pour propulser la France en tête !

Je l'ai construit en parcourant les routes de France pendant cinq ans, en allant à la rencontre des Français de toutes les professions.

J'ai écouté les entrepreneurs qui m'ont dit : j'aimerais embaucher quelqu'un en plus, mais ça me coûtera trop cher, et comment je m'en sortirai si mon volume d'activité diminue ?

Je diminuerai les charges sociales pour réduire le coût d'une embauche.

J'ai écouté les travailleurs.

Je diminuerai les cotisations salariales pour donner un gain de 700 euros à un couple qui travaille.

J'ai écouté les petits entrepreneurs, les artisans, qui m'ont dit : mon carnet de commandes est plein, je pourrais m'agrandir, avec des emplois à la clef, mais je ne veux pas franchir les seuils sociaux parce que c'est trop compliqué.

Je doublerai les seuils sociaux pour que les petites entreprises n'aient plus peur de se développer et d'embaucher.

Et je simplifierai le code du travail en le ramenant aux principes fondamentaux.

J'ai écouté les ouvriers qui sont prêts à se retrousser les manches pour sauver leurs industries et pour gagner un peu plus.

J'en finirai avec les 35 heures, en donnant aux salariés et aux entrepreneurs la liberté de négocier ce qui est bon pour eux.

Je réformerai la fiscalité du capital pour que les capitaux français cessent de fuir à l'étranger, et soient au contraire investis ici, en France, dans l'économie française, dans les entreprises françaises, pour les emplois français.

J'ai écouté les artisans qui n'en peuvent plus du RSI.

Je le changerai en profondeur en créant une vraie caisse de protection des artisans.

J'ai écouté les retraités qui m'ont dit : je n'arrive plus à joindre les deux bouts alors que j'ai travaillé toute ma vie.

J'augmenterai les petites retraites. Parce que c'est justice. Mon gouvernement l'avait fait. Je le referai.

Toutes les pensions du régime de base inférieures à 1000 euros augmenteront de plus de 300 euros par an.

Et j'augmenterai d'au moins 600 euros par an les petites pensions de réversion.

J'ai écouté les fonctionnaires.

Je les respecte. Leurs missions sont parmi les plus nobles.

Je les respecte beaucoup plus que les illusionnistes qui proposent de créer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires d'un coup de baguette magique, mais qui en contrepartie gèlent leur salaire et sont incapables de leur offrir de vraies perspectives de carrière.

Je veux dire à nos agents publics que la réduction des effectifs ne se fera pas contre eux, bien au contraire.

Elle leur redonnera des responsabilités, l'augmentation du temps de travail se répercutera sur leur salaire, et ils cesseront de subir le discrédit de l'Etat bureaucratique.

J'ai aussi écouté les agriculteurs qui croulent sous les normes et qui ont le sentiment d'être traités avec suspicion alors même qu'ils ont du mal à boucler leurs fins de mois.

Je leur simplifierai la vie.

J'abrogerai par ordonnance toutes les normes ajoutées aux textes européens.

Je ferai en sorte qu'ils soient reconnus comme des entrepreneurs à part entière.

J'ai écouté les chercheurs qui m'ont dit : j'aime mon pays, c'est ici que j'ai été formé, mais ailleurs on m'offre des laboratoires mieux équipés, plus de liberté, un meilleur salaire.

J'ai toujours soutenu la recherche française, même au plus fort de la crise de 2008. Pour moi, c'est fondamental.

Je réduirai la bureaucratie, je redonnerai de l'autonomie, je favoriserai l'excellence, avec un objectif en tête : en dix ans, faire de la recherche française la première en Europe.

Tous ces Français avaient une notion en tête : la liberté !

Ils m'ont tous dit la même chose : « qu'on nous laisse travailler, oser, qu'on arrête de nous emmerder » !

Lorsque je réclame plus d'espace pour négocier dans nos entreprises, plus de référendums pour écouter les salariés, plus d'autonomie pour ceux qui gèrent nos écoles, plus de facilités pour les auto-entrepreneurs, plus d'encouragements pour les fonctionnaires qui veulent prendre des initiatives, c'est parce que les corporatismes, les cloisons syndicales, les idéologies verticales ne résistent plus au désir d'action des Français.

Je veux porter la voix de tous ces Français qui sentent que la liberté leur redonnera du travail, de la prospérité, de l'espoir.

Mais je veux porter aussi la voix de tous ceux qui m'ont dit à quel point leur confiance dans l'avenir était minée par le déclin de l'autorité.

Je pense aux habitants de ces quartiers où les dealers et les salafistes ont imposé leurs lois contre celles de la République.

Je pense à ces Français qui vivent dans des zones rurales qui voient poindre une violence inédite dont ils redoutent l'augure.

Je pense à ces professeurs qui n'arrivent plus à transmettre des connaissances, et qui se sentent abandonnés par une hiérarchie timorée, imbue de théories pédagogiques hasardeuses selon lesquelles l'élève construit tout seul propre savoir et peut plaider la cause de ses fautes d'orthographe.

C'est tout un état d'esprit qu'il faut changer.

Des années de déconstruction idéologique ont conduit l'Etat à cesser de croire en sa légitimité et à cesser par conséquent d'exercer l'autorité qui lui revient.

Nous avons recruté des centaines de milliers de fonctionnaires supplémentaires, et pourtant jamais notre Etat n'a donné le sentiment d'être aussi impuissant à remplir ses missions régaliennes fondamentales.

A quoi sert-il de battre des records d'effectifs, si dans les banlieues toujours plus de quartiers sont inaccessibles aux policiers et aux pompiers, si dans les tribunaux toujours plus de jeunes délinquants ressortent libres, si dans les écoles toujours plus de professeurs entrent dans leurs classes avec la peur au ventre ?

En même temps qu'il devenait pléthorique, notre Etat est devenu pleutre.

C'est d'un même geste qu'il doit cesser d'empiéter sur la liberté des citoyens qui travaillent et qui entreprennent, et qu'il doit redevenir un pilier de l'ordre sans lequel la vie en commun est impossible.

Bien sûr qu'il faudra redéployer des moyens là où c'est absolument nécessaire.

Mais des dizaines de milliers de postes créés à fonds perdus, sans vision, sans stratégie, ne changeront rien si nous ne changeons pas cet état d'esprit qui nous a conduits à démanteler l'idée même de l'autorité.

Il faut remettre au centre de la République ses piliers : l'école, la justice, les forces de sécurité, la famille.

Nous avons perdu le sens de l'autorité parce que nous avons cessé de croire en nos valeurs et en la nécessité de leur transmission.

Nous ne sommes pas seulement un pays, nous sommes une nation et nous sommes une civilisation.

La France qui a inspiré tant de pays partout dans le monde ne doit pas avoir honte chez elle.

Les lois de l'hospitalité ne sont pas à sens unique.

L'immigration sans intégration, sans assimilation, doit être stoppée.

Ceux qui nous rejoignent le font souvent parce qu'ils ont entendu là-bas, dans leurs pays frappés par la misère et la dictature, des récits qui leur ont donné une haute idée de la France.

Mais ceux qui nous dénigrent le font trop souvent parce que des idéologues leur ont donné, ici, des raisons de le faire.

Ils se sont retrouvés dans un pays ouvert à tous les relativismes, incapable de dire qui il est, incapable d'être fier de tout ce qu'il a à transmettre.

C'est une faute morale de penser que notre société serait au fond responsable des attaques perpétrées par le terrorisme islamique, alors que tant de pays eux-mêmes musulmans, sur un arc qui s'étend du Bangladesh à l'Afrique occidentale, sont victimes de sa cruauté et de sa barbarie.

Ce n'est pas en reniant nos valeurs que nous réussirons cette mission historique que la France peut et doit réussir aux yeux du monde : la démonstration qu'un islam des Lumières, un islam de progrès, est possible.

Cette démonstration, cette grande mission, je suis sûr que nous allons la réussir.

Nous allons la réussir avec nos compatriotes musulmans qui doivent se soulever contre l'obscurantisme et nous aider à faire le ménage.

Il faudra du temps, comme il a fallu du temps pour que la laïcité cesse d'être une querelle entre la République et l'Eglise catholique.

Il faudra surtout l'autorité d'un Etat capable de défendre, d'affirmer les valeurs du progrès et de la raison.

Capable de définir, sans ambiguïté, ce qui est inacceptable.

Capable d'interdire les prêches emplis de haine.

Capable de rejeter clairement comme des notions absolument étrangères à la France l'inégalité entre les hommes et les femmes et la banalisation de l'antisémitisme.

Capable de dire, tout simplement, que l'islam doit consentir aux mêmes devoirs que toutes les autres religions sur le sol de France, car tel est le sens premier de la laïcité.

Le monde qui nous entoure est plus instable et dangereux qu'il y a dix ans.

La faiblesse n'est pas de mise.

Le sang-froid est nécessaire.

Il faut avoir une vision.

Et quelle est la mienne ?

C'est celles d'un pays attaché à la liberté, à la dignité de chaque être humain sur la terre, mais qui ne pense pas qu'il soit possible de se transformer en agence internationale des droits de

L'homme car nous ne pouvons pas être les gendarmes du monde.

D'un pays européen attaché à la démocratie et à ses valeurs, mais qui conserve le souci des autres peuples, de leurs destins historiques parfois si différents du nôtre.

Un pays qui ne se refuse pas à la confrontation mais qui préférera toujours la paix à la guerre quand celle-ci peut être évitée.

C'est ce pays que le président de la République doit incarner, et sans hésiter lorsqu'il le faut à maintenir un cap difficile malgré les emballements de l'opinion.

Le président est le chef des armées, il est le premier responsable la politique étrangère française dans le monde, il est celui qui décide ou non de l'usage de la force armée, et, en ultime recours, celui de la force nucléaire.

Il n'est pas de domaine où la solitude du président soit plus grande, de domaine qui engage autant l'essentiel sur le fondement de jugements difficiles à porter, et qui requièrent autant d'expérience et de discernement.

Mes chers compatriotes, je protégerai la France.

Je protégerai les Français.

Je protégerai nos intérêts économiques, je protégerai la paix, par le glaive si nécessaire.

Je ferai la guerre au totalitarisme islamique partout où il tente de s'infiltrer sur notre territoire.

Je le combattrai sur la scène internationale en refondant notre diplomatie.

Car aujourd'hui, où est la France ?

En 2003, avec Jacques Chirac, elle avait su dire non à la guerre en Irak qui s'est révélée l'une des décisions les plus funestes qu'aient prises les Américains au Proche Orient.

Cette position clairvoyante lui a donné un immense crédit dans le monde.

Qu'en a fait François Hollande ?

Aligné sur les Etats-Unis et leur politique changeante et sur une diplomatie européenne convenue, sans vision, la France manque à tous ses devoirs.

L'usage en Syrie d'armes chimiques est un crime qui ne doit pas rester impuni et la France doit être le premier membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies à exiger la vérité sur ce crime abominable et à défendre les sanctions exemplaires qui doivent être prises contre ses auteurs.

Mais la France doit aussi être la voix la plus forte dans le monde pour mettre en garde contre les risques d'une escalade militaire qui déboucherait sur la confrontation directe des Etats-Unis, de la Russie et de l'Iran.

La décision du président Trump de bombardier la Syrie est humaine, compréhensible et on ne peut qu'y adhérer au nom de la révolte que nous inspire la cruauté du régime syrien. Mais la responsabilité de la France, c'est d'abord de faire respecter le droit international et de défendre par tous les moyens la paix mondiale dont nous sentons qu'elle est chaque jour un peu plus fragile.

Je ne me résoudrai jamais au retour d'une guerre froide entre les deux plus grands arsenaux nucléaires du monde.

Président de la République, je ne ménagerai pas mes efforts pour la paix car je vois avec gravité poindre les nuages noirs de la guerre.

J'augmenterai les moyens de nos forces armées.

Je veillerai à la crédibilité de la dissuasion.

Je me battrais pour une véritable alliance européenne de défense qui donne à notre continent l'indépendance qu'il a perdu en raison de la folie meurtrière dont il a été responsable au vingtième siècle.

J'œuvrerai sans relâche pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies dépasse les blocages qui le paralyse.

Au Moyen-Orient, je parlerai avec la même franchise aux sunnites comme aux chiïtes. Je demanderai des comptes aux Etats qui abritent, protègent et encouragent les penseurs de l'islamisme radical.

Je défendrai la sécurité d'Israël et le droit des Palestiniens à une patrie comme je défendrai les chrétiens d'Orient victimes d'un véritable génocide qui n'émeut pourtant guère nos gouvernants et nos chantres d'une défense des droits de l'homme à géométrie variable.

Je me battrais pour le développement de l'Afrique dont l'avenir conditionne le nôtre.

Mes amis, il est plus que temps d'avoir à la tête de la France un gaulliste.

Nous sommes 67 millions de Français dans un monde de 7 milliards d'habitants qui ont soif de progrès et de réussite.

7 milliards d'habitants qui aspirent à bousculer la vieille hiérarchie des nations.

7 milliards d'habitants assoiffés de réussite.

Personne ne nous attendra. Personne ne nous fera de cadeaux. Et si nous continuons de nous affaiblir, tant de pays pour qui nous étions un modèle finiront par détourner les yeux loin de nous.

Mais si nous nous relançons, une chance historique se présente à nous.

Avec une Amérique désarçonnée par les dernières élections, un Royaume-Uni accaparé et préoccupé par le Brexit, une France qui aura retrouvé sa crédibilité se replacera au centre du jeu.

Elle affirmera la liberté de sa voix et de ses choix.

C'est le moment ou jamais de rassembler nos forces pour donner un coup d'accélérateur et s'engouffrer dans l'ouverture.

L'Europe est à un tournant de son histoire et la responsabilité de la France est immense.

Après le Brexit, l'Europe vacille et le prochain coup peut être mortel.

Les questions qui nous sont posées sont cruciales.

L'Europe va-t-elle disparaître ?

Est-ce de la France que lui viendra le coup de grâce ?

N'aura-t-elle été qu'une parenthèse dans l'histoire de nos peuples ?

Je suis un souverainiste qui milite pour une Europe souveraine.

Je n'ai jamais fait partie des enthousiastes qui accueillaient avec un sourire béat tout ce qui était estampillé « Europe » sans jamais en examiner le contenu.

Mais je ne me résous pas à voir s'effacer dans l'indifférence une idée noble et unique au monde.

Je n'ai jamais cru au rêve d'une Europe fédérale qui se substituerait aux nations. Mais je crois à une Europe qui les rend plus fortes.

Une Europe politique, efficace, concentrée sur des priorités stratégiques.

Une Europe qui repart de l'avant en donnant à la zone euro les moyens d'être l'espace économique le plus performant au monde.

Une Europe qui protège ses habitants en défendant ses frontières.

Tout cela, nous le ferons en redonnant à la France un leadership en Europe.

Car lorsque la France est faible, elle subit l'Europe. Mais lorsqu'elle est puissante, elle la conduit !

C'est dire si l'enjeu du redressement français est immense.

Il l'est pour vous, pour vos familles, pour vos enfants, il l'est pour l'Europe, il l'est pour le monde aussi puisque la France est une puissance qui compte. Son absence est toujours notée, mais sa présence active est toujours soulignée.

Mes amis,

Je ne suis pas un idéologue. Je suis seulement un patriote.

Je regarde l'avenir et, comme vous, je voudrais une France plus grande qu'elle ne l'est, une France unie, heureuse, confiante.

Sincèrement, pouvons-nous atteindre cet idéal sans efforts et sans nous remettre en question ?

Dans cette campagne présidentielle, je suis finalement le seul à dire que le bonheur est une conquête et pas un cadeau de l'Histoire.

Le seul à vous dire qu'on ne s'en sortira pas sans travailler un peu plus et dépenser un peu moins.

Le seul à vous dire qu'il vaut mieux sauver l'Europe que de la fuir.

Je ne cherche pas l'appui de M. Bayrou ou de M. Hue, j'ai celui de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé, et j'ai surtout le vôtre.

Et puis, j'ai dans mon cœur trois mots : liberté, égalité, fraternité.

C'est le désir de liberté qui a fait tomber la Bastille, c'est la liberté prônée par les philosophes des Lumières qui a fait rayonner la France partout dans le monde.

Nous avons rompu l'équilibre entre la liberté et l'égalité : je veux le rétablir.

Je ne crois pas à l'égalité au cordeau, à l'égalité qui bride les initiatives, qui enferme chacun dans la même moyenne, loin de ses aspirations, loin de ses rêves.

Je crois à l'égalité active, à cette égalité qui dit à chacun : quelles que soient vos origines, quel que soit le lieu d'où vous venez, vous pourrez aller aussi loin que vous le souhaitez, rien n'arrêtera votre courage.

Et puis il y a la fraternité.

La fraternité qui unit les cœurs dans le respect des différences.

La fraternité qui nous rassemble en nous faisant ressentir notre appartenance à une même nation, dans les moments où elle réalise quelque chose de grand comme dans les moments où elle est menacée.

La fraternité, et la solidarité sociale, médicale, territoriale.

Personne n'est inutile à la France ; chaque Français et Française qui met un genou à terre doit trouver une main tendre pour le consoler et une main ferme pour l'aider à se relever.

J'ai en mémoire l'histoire des débuts d'Emmaüs, et la rencontre avec George, un clochard au

fond de l'abîme, à qui l'abbé Pierre demande « Viens m'aider à aider ».

Nous devons faire face aux défis d'aujourd'hui : la grande pauvreté face à laquelle je veux engager un plan d'action pluriannuel, le très grand âge, la dépendance, le handicap, l'autisme que tant de familles gèrent avec dignité, les petites retraites que je veux revaloriser, la santé qui doit être accessible à tous, le logement dont il faut revoir les mécanismes économiques pour construire plus et pour tous.

Et puis, il y a ces territoires ruraux et péri-urbains qui se sentent à l'abandon.

Déclin des centres-villes, retrait des services publics, fermeture des commerces de proximité, enclavement numérique, détresse des agriculteurs, déserts médicaux : il y a une véritable fracture territoriale.

Je l'ai vécue en tant que maire de ma commune et président d'une communauté de communes rurale.

Cette ruralité française, j'y suis attaché. Car un pays sans racines, un pays sans agriculteurs, un pays sans villages, c'est un pays vide.

Ma ligne d'horizon ne s'arrête pas aux périphériques des métropoles. Je ne suis pas une plante hors-sol mise en pot dans les grandes écoles, accrochée à un tuteur puis arrosée à l'ombre des palais de la République.

Moi, j'ai « poussé en liberté », dans la ruralité.

Mon école, cela été la vie municipale à Sablé-sur-Sarthe. Mon tuteur, cela été mon enracinement, le point de départ de mon engagement.

Mes amis,

Je veux dire à ceux qui ont vingt ans que je me bats pour eux et que j'ai besoin d'eux.

Je me bats pour vous parce que je ne veux pas que vous commenciez votre vie dans un pays à la traîne.

Parce que je ne veux pas que vous soyez aux yeux du monde les enfants du pays qui n'a « pas de bol ».

Vous êtes la première génération d'un nouveau siècle et vous méritez mieux que ça.

Et même si les voyages forment la jeunesse, je ne veux pas que l'expatriation soit pour vous le seul horizon de la réussite.

Ce pays qui est le nôtre, nous le transformerons ensemble. En partageant ce qu'il y a d'irremplaçable en chaque génération.

A vingt ans, si l'on me demandait ce que je voulais faire, je répondais souvent : guide de haute montagne.

Mon ambition secrète n'était pas d'être président de la République, c'était de grimper tous les sommets de 4.000 mètres d'Europe. Et je prenais parfois des risques que je n'aurais jamais dû prendre.

Je n'ai pas oublié ces moments où à vingt ans on s'interroge, où devant l'immensité de la vie on se sent à la fois conquérant et inquiet.

Je pense à vous qui entrez dans un monde où les parcours seront variés, seront innovants, seront créatifs, dans un monde où l'on passera de moins en moins sa vie dans de grandes structures bureaucratiques, hiérarchisées.

L'avenir du travail, c'est la liberté, c'est l'indépendance. C'est pour chacun la maîtrise de son destin, l'invention des formes de sa vie.

Il y a vingt ans; une enquête montrait que les jeunes Français aspiraient en majorité à entrer dans la fonction publique.

La même enquête montre aujourd'hui qu'ils aspirent en majorité à créer leur activité.

Que s'est-il passé entre-temps ?

Le numérique.

Je veux une France qui soit à l'avant-garde de ce nouveau monde fait de révolutions en chaînes.

Notre vie a déjà changé, elle va changer encore.

L'intelligence artificielle, l'impression 3D, la réalité augmentée, les nanotechnologies, la robotique, les progrès de la génétique, les énergies renouvelables, la voiture électrique, les véhicules automatisés, la ville intelligente...

Saisissons-nous de ces progrès.

Ayons l'ambition d'être les premiers partout où nous pouvons l'être.

Soyons aux avant-postes dans le défi écologique, en utilisant toutes les ressources de la technologie et du traitement des données pour optimiser la consommation d'énergie, pour optimiser les transports.

Je veux reconstruire une France qui soit une terre de création, une terre d'innovation.

Une France qui encourage, qui donne de l'élan et des forces à ceux qui ont toute la vie devant eux.

Nous relèverons tous les défis de l'avenir en sortant du statu quo.

Nous serons au rendez-vous du progrès en balayant nos vieux blocages, nos vieilles crispations, nos vieilles peurs.

Je veux porter l'audace du changement qui redonnera à la France sa grandeur et qui fera d'elle une force pour sa jeunesse.

A vingt ans, on veut dévorer la vie et prouver sa valeur.

A vingt ans, aucune ambition n'est trop élevée.

Aux jeunes de France, je dis « aidez-moi à percuter toutes ces vieilles cloisons bureaucratiques qui cadenaient le marché de l'emploi ; aidez-moi à développer les nouveaux métiers de l'avenir, aidez-moi à faire triompher les valeurs de l'audace et de la réussite, aidez-moi à transformer notre modèle économique et social ».

Il y a tant de bastilles sur mon chemin, tant de barricades intellectuelles, tant de défenseurs du statu quo qui nous expliquent qu'il vaut mieux revenir en arrière, qu'il vaut mieux marcher à petits pas que de courir vers l'avenir.

A la jeunesse, je dis : ne doutez pas de vous et aimez la France !

Je me souviens, je n'avais pas trente ans, le jour où Ted Kennedy m'invita à déjeuner dans sa grande maison de famille.

J'étais jeune député sarthois, impressionné, je l'écoutais et c'était lui qui me parlait de la France.

Je me souviens, deux ans plus tard, j'avais trente et un ans, j'étais fier d'être français le jour où j'entraï dans le village de Jezzine au Liban pour porter aux chrétiens assiégés le message de solidarité de notre pays.

Le président de l'Assemblée libanaise m'avait autorisé à franchir les lignes de front pour une

seule raison : parce que j'étais membre du parti gaulliste...

J'avais vu dans son bureau une immense photo de son père Salim al-Husseini avec le général de Gaulle, en 1943, dans la plaine de la Bekaa.

Que doit être la France pour que lorsqu'on a vingt ans ou trente ans aujourd'hui on puisse en être fier ?

Que ferons-nous pour que notre pays continue d'attirer les regards ?

Quelles seront nos épopées ?

Voilà des questions que nous devrions tous nous poser. Car elles sont parmi les plus nobles et elles exigent de nous le meilleur de nous-mêmes.

Mes amis,

Ce que j'ai pu mesurer depuis deux mois, c'est la violence de la conjuration des impuissants.

C'est la résistance acharnée de ceux qui veulent que rien ne change ; de ceux qui s'accommodent de deux mille milliards de dette, de six millions de chômeurs, des territoires perdus de la République, et qui s'en accommodent pourquoi ? Parce que pendant le désastre, les carrières continuent.

La conjuration des impuissants, c'est le hollandisme qui se continuera dans son jeune héritier, rallié chaque jour par ceux qui espèrent se survivre à l'abri des combinaisons nouvelles.

Je ne ferai pas siffler leurs noms. Leurs noms ne méritent même pas vos sifflets. Ils appellent simplement l'oubli.

Et, à l'autre bout du spectre politique, et jamais croyez-le ce mot de spectre n'a été plus approprié, la conjuration des impuissants, c'est la folle aventure que nous propose Mme Le Pen, avec son quarteron d'amateurs, prêts à sacrifier notre pays, sa place dans le monde, son image, son efficacité, ses emplois, à leurs lubies idéologiques, à ce rêve effarant d'une France albanaise protégée par des murs et cultivant son carré de salades.

Vous êtes venus nombreux, aujourd'hui, défier la conjuration des impuissants.

Vous entendez la défier en vous portant vers l'avant, au-delà de toutes les peurs, de toutes les inquiétudes, dans une démarche raisonnée, appuyée sur une volonté souveraine.

Et je sais, oui je sais que vous entraînerez le reste du pays, qu'il vous rejoindra dans cet optimisme, ce désir de réussite qui est au fond de l'âme de notre pays.

Mais laissez-moi vous dire ceci : ce mouvement que vous avez engagé, et que j'ai voulu porter, il ne faudra pas le laisser s'éteindre une fois l'élection acquise.

Une fois l'élection acquise, les choses sérieuses vont commencer. Les résistances ne disparaîtront pas comme par enchantement. J'aurai besoin de vous. Nous aurons besoin les uns des autres.

Après l'élection, il nous faudra une volonté sans faille.

Cette volonté je la possède. Je l'ai trempée, affermie dans mes épreuves récentes et dont je ne parlerai plus.

Personne ne doit s'y tromper. Rien ne me fera dévier de cette route que nous avons commencé d'ouvrir ensemble il y a plus de trois ans.

Il est là, pour moi, le devoir d'exemplarité du président.

Un président exemplaire, ce n'est pas un homme qui s'expose chaque jour au voyeurisme public dans l'espoir de séduire ou de se faire pardonner d'exercer le pouvoir.

Un président exemplaire, c'est un homme qui propose au peuple ce qu'il croit juste, et

lorsqu'il est investi met tout en œuvre pour réaliser le projet sur lequel il a été élu.

Un président exemplaire, c'est un président qui ne troque pas le destin de la nation pour un peu de popularité éphémère.

Un président exemplaire, c'est un président qui n'a pas un regard pour les manœuvres d'appareil, ce que le général de Gaulle appelait les poisons et les délices du système.

Un président exemplaire, c'est un président que rien ne peut intimider, ni la calomnie, ni les pressions, ni même l'incompréhension, parce qu'il est devenu, après l'élection, comptable des espoirs de tout un peuple.

C'est ce président-là que je serai. Vous pouvez compter sur moi, et moi, je dois pouvoir compter sur vous.

Je ne vous demande pas de m'aimer. Je vous demande de me soutenir, parce qu'il y va de l'intérêt de la France.

Il ne s'agit pas de choisir un copain. Il s'agit de choisir un président, et à travers lui, le destin que nous voulons nous ouvrir à la France.

Dans la vie de notre pays, je veux redonner tout son sens à l'idée de responsabilité, sans laquelle rien ne sera possible.

Responsabilité, d'abord à l'égard du pays. Je ne serai pas le président de la purge ; je veux être celui du redressement.

Les efforts que je propose sont nécessaires, ils sont urgents, mais ils sont raisonnables. Et surtout, ils ont un but.

Un président de la République n'est pas un comptable.

Si je veux rétablir nos finances publiques, réduire la dette, ce n'est pas pour le plaisir esthétique de présenter des budgets en ordre.

C'est parce que je veux, comme vous, rendre aux Français les richesses qu'ils produisent, retrouver un niveau d'emploi comparable à celui de nos voisins, et, à la fin, faire de la France la première puissance du continent.

Parce que je veux que notre jeunesse retrouve, dans ce monde qui change, un autre avenir que celui du chômage ou des petits boulots ; parce que c'est seulement ainsi que la créativité de toute une nation reprendra ses droits, que notre industrie retrouvera la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, notre Etat son efficacité, notre hôpital ses performances, nos fonctionnaires la fierté de servir une grande cause au lieu de régler le déclin.

Responsabilité, ensuite, à l'égard de tout notre peuple, dans toutes ses composantes. A l'égard de tous les Français sans distinction d'origine, de croyances, d'opinions.

Responsabilité à l'égard de notre jeunesse, que ma génération aura chargée d'un poids impossible à porter, celui du chômage et de la dette, dans une politique que les mots « après moi le déluge » résument très bien.

Je mesure l'ironie de cette campagne, où c'est à un ancien Premier ministre comme moi que revient de rendre tout son espoir à notre jeunesse, alors qu'un jeune politicien récent paraît s'être donné pour tâche de continuer le passé.

Mais laissons leurs impostures aux imposteurs.

Pour moi, je veux vous faire une confiance que vous ne répéterez pas. Je vais vous dire tout simplement, ce qui m'anime.

Ce qui m'anime, et soutient ma volonté sans faille, c'est une forme de remords.

Ma génération d'hommes politiques s'est laissée enliser.

Elle n'a pas fait, je le sais bien, tout ce qu'il fallait. Et quand j'ai quitté Matignon, j'ai pris la résolution de corriger ces erreurs qui ne sont pas seulement les miennes.

J'ai pris la résolution indépassable de ne pas achever ma vie politique sans avoir fait tout mon possible.

Je suis allé à votre rencontre, et ce que j'ai perçu de votre exigence, de votre colère aussi, a renforcé ma détermination. Aujourd'hui, cette détermination, croyez-le, rien ne peut l'atteindre.

Responsabilité à l'égard de notre grande histoire. Et cette histoire que nous devons transmettre, ce n'est pas une histoire fermée, mais une histoire ouverte. Elle est aussi éloignée, dans sa vérité profonde, des niaiseries multiculturelles que des rétractations xénophobes ; aussi éloignée de l'idée d'une France à l'identité fantasmée que d'une France réduite à une sorte d'agence des droits individuels.

Cette France qui est la nôtre, je la vois prête à surgir, à tout balayer, une nouvelle fois sur son passage : c'est la France de Chrétien de Troyes et de Rachi, la France de la Vendée bleue et de la Vendée blanche, la France de Balzac et celle de Kessel, celle des sans-culottes et des cathédrales, celle d'Apollinaire et Picasso, celle de Proust et celle de Saint-Exupéry, celle des tirailleurs du Mont-Cassin et celle de Pierre et Marie Curie ; cette France-là n'est pas seulement un héritage, c'est une promesse d'avenir.

Souvenons-nous que cette promesse française a fait rêver les peuples de la terre ! Ce que je veux, ce que je veux profondément, c'est refaire l'amitié des Français autour de ce pays mystérieux qui est le nôtre, réfractaire et raisonnable, ce pays qui nous est à la fois un foyer et un port où préparer de nouvelles aventures.

Je n'ai rien de plus précieux que ce sentiment-là, et parce que c'est le vôtre et celui de tous nos compatriotes, qu'ils le sachent ou non, nous y puiserons la force d'une résolution sans faille.

Mes amis,

C'est maintenant que tout se joue.

Les journées que nous allons vivre seront décisives et nous allons écrire ensemble une belle page de l'épopée française.

Partout où je me rends, je vois des foules de plus en plus nombreuses, je vois des Français qui ne se résignent pas, je vois des Français qui se lèvent pour clamer qu'ils sont libres et que personne ne leur subtilisera leur choix.

Cette bataille nous allons la gagner.

J'en ai mené, des combats. J'en ai gagné, des campagnes électorales.

Alors croyez-moi si je vous dis que la victoire se donne rarement à ceux qui croient avoir déjà course gagnée.

La victoire vient à ceux qui donnent tout jusqu'au dernier jour, à ceux pour qui chaque instant est une conquête.

Je vais tout donner.

Comme j'ai tout donné dans ma vie pour la France.

J'ai besoin de vous. J'ai besoin de votre force, de votre courage, de votre volonté.

Il faut que vous alliez partout pour dire que nous avons un projet précis et puissant, un projet qui est le meilleur pour la France.

Il faut que vous alliez partout pour dire que nous aurons une majorité pour le mettre en œuvre.

Il faut que vous alliez partout pour dire que la France peut se transformer et qu'elle peut de nouveau étonner le monde.

Le doute est l'ennemi de l'Histoire ; il n'a pas sa place dans le destin français.

Il faut l'effacer et passer à l'offensive.

La France a un formidable atout : elle n'est pas seulement un grand pays, pas seulement la 5ème puissance du monde, elle est une Nation.

Avant de partir au combat, les soldats de l'an II gravaient « Vive la Nation » sur l'acier de leurs sabres. Gardons-nous d'oublier cette devise. Celle d'un peuple uni, toujours courageux quand il s'agit de surmonter malheurs, éclipses, ou assauts du monde.

La Nation française, c'est vous !

La première génération du nouveau siècle, c'est vous !

L'avenir de la France dans ce monde mouvant, c'est encore vous !

Je crois à la Nation française !

Je crois que les objectifs, les plans, les prévisions, les programmes, ne comptent que pour autant que l'énergie de la Nation se mettent à leur service.

Je crois au souffle de la Nation qui pousse toujours nos voiles vers le large.

Je crois à une Nation indivisible, fille de Jeanne d'Arc et de De Gaulle, souveraine par destin et universelle par vocation.

Nous voici donc, mes amis, non pas à la fin d'une campagne, mais au début d'une grande aventure.

Saisissons la chance qui nous est offerte.

Remettons en ordre cette maison sur le port, battue par les vents, qui est la nôtre, et prenons enfin la mer, avec l'énergie de ceux qui n'ont jamais douté de leur vocation.

Il y aura des traverses, des tempêtes, des vents contraires, mais rien ne nous découragera, et nous nous souviendrons de ce jour où nous avons, tous ensemble et d'un seul cœur, décidé de redevenir nous-mêmes !

Vive la République et vive la France !